



Livre blanc

Exploitation des informations : redécouvrir les archives de données

Sponsorisé par : Iron Mountain

Laura DuBois
Juin 2015

Sean Pike

RÉSUMÉ

Auparavant, l'archivage de données était principalement motivé par des aspects juridiques ou réglementaires ainsi que la continuité des affaires, comme l'investigation électronique, la conservation des dossiers, les audits et la reprise après sinistre. Mais, à l'heure où les entreprises sont de plus en plus nombreuses à tirer profit des Big Data et des outils d'analyse (une composante fondamentale de ce qu'IDC appelle la « 3e plateforme informatique ») pour gagner un avantage concurrentiel sur leurs marchés, l'archivage assume un nouveau rôle. Désormais, les entreprises veulent utiliser leurs archives de données comme source d'analyse et trouvent de nouveaux moyens de monétiser les informations archivées.

La 3e plateforme est le terme qu'utilise IDC pour parler de la génération actuelle d'informatique qui repose sur le Cloud, la technologie mobile, les médias sociaux et les Big Data.

Une récente étude sur l'archivage des données, développée par IDC et sponsorisée par Iron Mountain, a montré que les entreprises qui réussissent le plus aujourd'hui utilisent l'archivage de données dans un but allant au-delà des aspects juridiques et réglementaires traditionnels. Elles exploitent les archives de données pour obtenir des informations clés qui améliorent les performances de l'entreprise dans différents domaines, notamment le service clients et les sources de revenus. La tranche supérieure des entreprises interrogées (premiers 15 %) a généré plus de 10 millions de dollars de recettes supplémentaires émanant directement de l'exploitation de leurs archives au cours de l'année passée.

Même si les archives de données peuvent apporter beaucoup de valeur ajoutée, une grande partie de cette valeur reste inexploitée car beaucoup d'entreprises n'ont pas la structure qu'il faut pour monétiser pleinement leurs archives. 57 % des entreprises tiennent au moins six archives et conservent une grande variété d'informations, dont des fichiers, des emails, des journaux de sécurité et des enregistrements de centrale d'appels. Cependant, seuls 12 % des entreprises appliquent un processus uniforme pour identifier ce qui est archivé dans toutes les catégories de données, ce qui signifie que 88 % des entreprises peuvent avoir des difficultés à identifier les informations importantes et à y accéder lorsqu'elles en ont besoin.

En outre, il existe des obstacles structurels en matière de responsabilité et d'autorité hiérarchique vis-à-vis des archives, notamment entre le département des services informatiques et celui des services juridiques et réglementaires. Ces deux derniers utilisent beaucoup les archives de données à des fins critiques,

notamment pour répondre aux audits réglementaires, pour accéder aux données dans le cadre d'une investigation électronique ou de l'évaluation préliminaire d'un dossier, ainsi que pour trouver des informations afin de justifier des positions juridiques. Ces mêmes groupes, néanmoins, sont critiques à l'égard des stratégies d'archivage de leur entreprise, accordent moins de valeur aux archives que le département informatique et les diverses unités d'exploitation de l'entreprise et tendent à être insatisfaits de la gestion informatique globale des archives.

De nombreuses difficultés empêchent les entreprises d'exploiter toute la valeur de leurs données archivées. Les plans d'archivage doivent prêter attention aux données structurées et semi-structurées, ainsi qu'au contenu non structuré. Il arrive souvent que les niveaux de maturité soient différents selon les secteurs. Pour réussir, les entreprises doivent développer des compétences de gestion pour tous les types de données.

À propos de cette étude

Cette étude mondiale, réalisée par IDC et sponsorisée par Iron Moutain, est basée sur une enquête menée auprès de 1 011 cadres supérieurs et dirigeants concernés par l'archivage de données dans des entreprises de plus de 500 employés évoluant dans différents secteurs d'activité. Cette étude se concentre sur huit pays : États-Unis, Canada, Royaume-Uni, France, Espagne, Pays-Bas, Allemagne et Australie. Les sondés travaillaient dans des départements informatiques et des services juridiques ou réglementaires, ainsi que dans des divisions métiers. Ils ont été interrogés sur leurs stratégies et processus d'archivage en cours, la valeur de leurs archives de données et leur niveau de satisfaction quant à leur accès aux informations archivées pour différentes utilisations.

Dans cette étude, on appelle « archives de données » la conservation à long terme de données à contenu fixe. Les archives de données comprennent les données que l'entreprise juge importantes et éventuellement nécessaires pour une consultation ultérieure ; elles peuvent inclure des données actives et inactives. Les données peuvent être conservées afin de respecter des exigences légales ou réglementaires et répondre à des demandes d'investigation électronique ou pour une réutilisation interne ultérieure.

Pour une description plus détaillée de la méthode d'enquête, consultez l'annexe.

APERÇU DE LA SITUATION

Un archivage chaotique

À l'heure où l'économie est axée sur les données, la réussite ou l'échec d'une entreprise se résume souvent à l'efficacité de la gestion de ses données : quantité de données disponibles sur un sujet, capacité à trouver les informations les plus pertinentes et rapidité d'action à partir de ces informations. Dans cet environnement, l'accès aux données archivées est devenu un facteur majeur de réussite de toute entreprise. Même si cela crée un regain d'intérêt pour la conservation des données, peu d'entreprises ont la structure qu'il faut pour gérer et monétiser pleinement leurs archives.

Les entreprises conservent tout un éventail de données dans plusieurs archives électroniques.

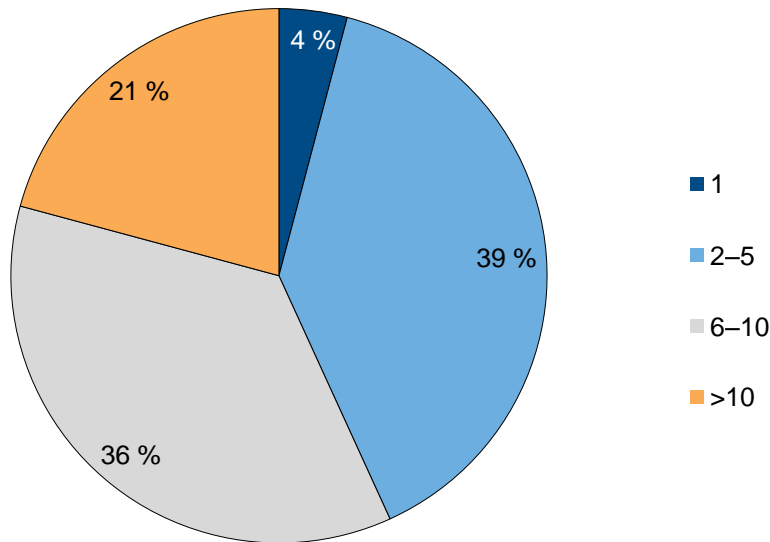
La plupart des moyennes et grandes entreprises (57 %) tiennent au moins six archives électroniques, qui contiennent à la fois des données structurées et non structurées (cf. figure 1). Les types de données vont bien au-delà des emails et des fichiers de texte :

- 68 % des entreprises archivent des fichiers d'application, de base de données et d'autres fichiers structurés.
- 64 % des entreprises archivent des images.
- 58 % des entreprises archivent des vidéos (de surveillance ou autre).
- 51 % des entreprises archivent du contenu Web 2.0 (blogs et wikis d'entreprise, RSS, etc.).
- 49 % des entreprises archivent des données vocales (enregistrements de centrales d'appels, messages vocaux, etc.).
- 45 % des entreprises archivent des messages instantanés (Lync, etc.).

FIGURE 1

La plupart des entreprises tiennent plus de six archives

Nombre d'archives électroniques différentes



n = 1 011

Source : *Archiving Thought Leadership Study* d'IDC et Iron Mountain, avril 2015

La progression inévitable vers des « marécages de données »

Malgré le travail d'archivage des entreprises, la grande majorité d'entre elles (88 %) n'ont pas une approche cohérente de l'archivage pour tous les types de données. Plus de 40 % d'entre elles archivent tout, sans avoir les moyens de définir et de trier les données afin de déterminer ce qui est important et ce qu'il ne l'est pas (cf. figure 2). On a beaucoup écrit sur la volonté des entreprises de tenir des « lacs de données », c'est-à-dire des référentiels facilement accessibles et peu coûteux conçus pour conserver tous les attributs de données, d'où elles peuvent

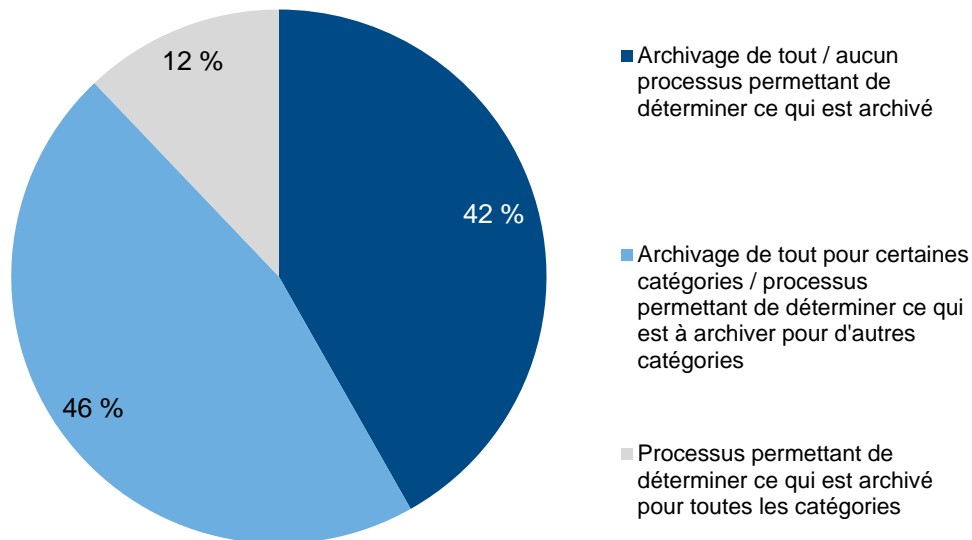
Plus de 40 % des entreprises archivent tout pour éviter de passer du temps à trier les données en amont.

extraire les informations nécessaires aux grandes décisions. Toutefois, cette méthode consistant à tout archiver entraîne la création de « marécages de données », c'est-à-dire des référentiels de données globaux qui peuvent rendre les informations difficiles à trouver du fait de leur non-classement et de leur traitement incohérent.

FIGURE 2

88 % des entreprises n'ont pas une approche cohérente de l'archivage pour tous les types de données.

Approche globale de l'archivage des données



n = 1 011

Source : *Archiving Thought Leadership Study* d'IDC et Iron Mountain, avril 2015

Pour compliquer encore plus les choses, les entreprises utilisent un certain nombre d'autres méthodes d'archivage pour stocker leurs données non structurées. On citera par exemple les services Cloud (utilisés par 54 % des entreprises), les applications de sauvegarde à long terme sur bandes (51 % des entreprises) et les logiciels et outils d'archivage autonomes utilisés pour des applications précises comme l'archivage des emails, des fichiers et des bases de données (45 % des entreprises). Environ la moitié des entreprises (53 %) utilisent également un entrepôt de données structurées.

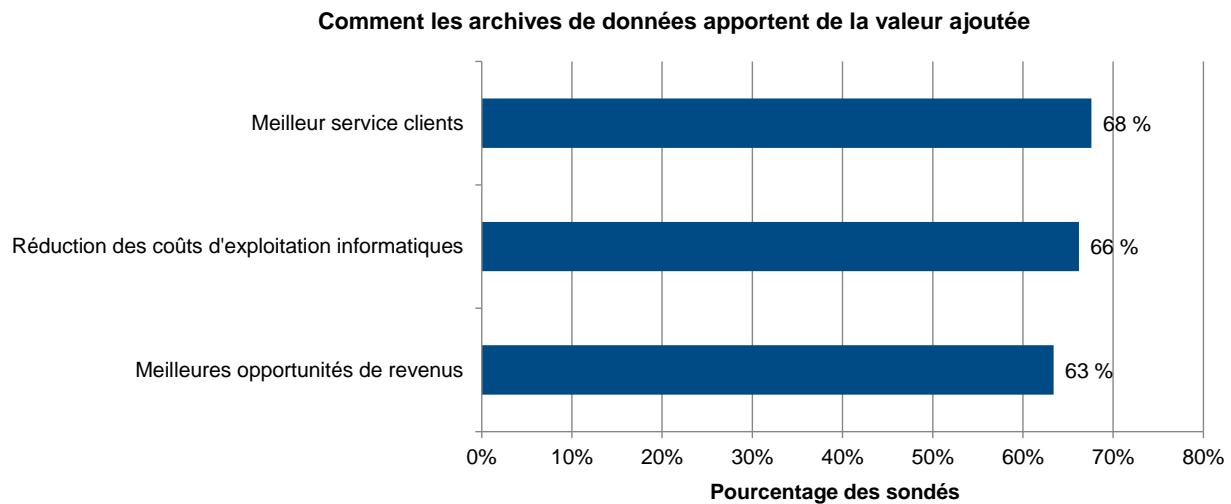
Des archives de grande valeur inexploitées

Historiquement, la principale valeur liée à l'archivage des données était leur utilisation dans l'investigation électronique, la conservation des dossiers, les audits et la continuité des affaires. Ces utilisations restent importantes, mais aujourd'hui, les entreprises qui réussissent trouvent de nouveaux moyens d'exploiter leurs archives pour gagner en valeur ajoutée. Cela crée deux opportunités bien distinctes : l'une consiste à exploiter les archives à des fins d'efficacité informatique et d'atténuation des risques et l'autre à utiliser les archives pour en tirer des informations commerciales. Notre étude

montre que la plupart des entreprises trouvent de la valeur dans chacune de ces opportunités. Les deux tiers des entreprises réduisent leurs coûts d'exploitation informatiques liés à la localisation et à la récupération des données. Elles sont aussi nombreuses à utiliser leurs archives afin d'améliorer le service clients et d'augmenter leurs sources de revenus (cf. figure 3).

FIGURE 3

Les entreprises trouvent beaucoup de valeur commerciale dans leurs archives



n = 1 011

Source : *Archiving Thought Leadership Study* d'IDC et Iron Mountain, avril 2015

Les résultats sont impressionnants : les entreprises qui exploitent leurs archives bénéficient de millions de dollars supplémentaires. Un peu plus de la moitié d'entre elles (53 %) ont économisé au moins 1 million de dollars l'année passée en réduction des risques ou des litiges, un chiffre qui a même dépassé 10 millions de dollars pour 21 % des entreprises. 44 % des entreprises ont réduit leurs coûts d'exploitation ou d'investissement d'au moins 1 million de dollars, un chiffre qui a dépassé 10 millions de dollars pour 18 % d'entre elles.

Mais ce qui frappe le plus, c'est peut-être l'impact que les archives de données ont sur les revenus. Plus d'un tiers des entreprises (39 %) ont généré au moins 1 million de dollars de recettes supplémentaires au cours de l'année passée grâce à l'exploitation de leurs archives et 15 % d'entre elles ont même augmenté leurs revenus de plus de 10 millions de dollars.

Le tableau 1 présente les économies et augmentations de revenus moyennes constatées au cours de l'année passée pour toutes les entreprises qui exploitent leurs archives de données.

L'année dernière, 15 % des entreprises ont généré plus de 10 millions de dollars de revenus supplémentaires grâce à leurs archives de données.

TABLEAU 1

Économies retirées de l'utilisation des données archivées au cours de l'année passée

Économies en termes d'exploitation	
Réduction des risques ou des litiges	11,4 millions de dollars
Réduction des coûts d'exploitation ou d'investissement	9,4 millions de dollars
Augmentation des revenus	
Recettes supplémentaires	7,5 millions de dollars

n = 791

Source : *Archiving Thought Leadership Study* d'IDC et Iron Mountain, avril 2015

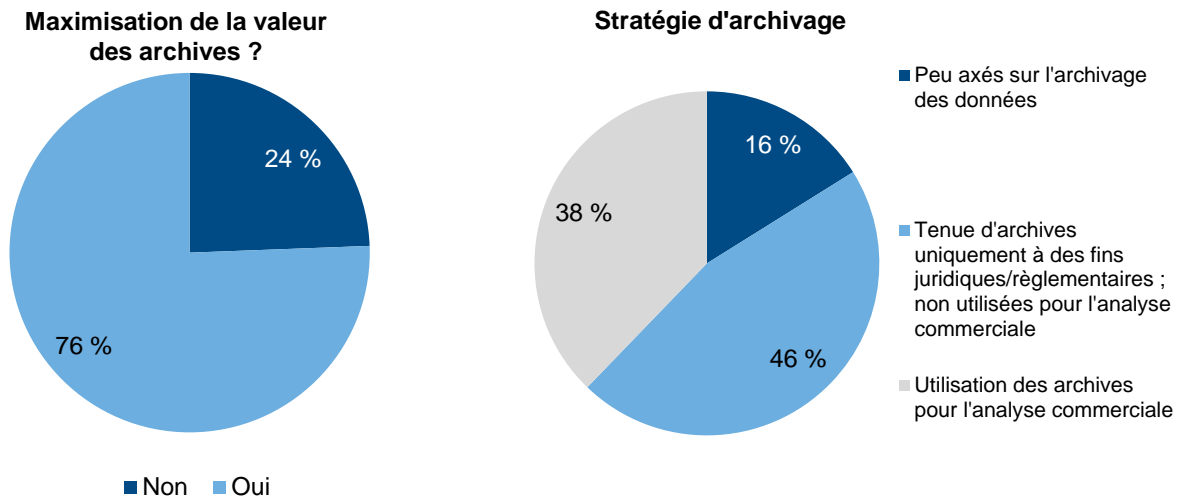
Malgré ces chiffres impressionnants, de nombreuses entreprises ne maximisent pas la valeur de leurs archives de données. Pire encore, cette opportunité manquée aveugle les entreprises car elles surestiment la valeur qu'elles tirent de leurs archives. La plupart d'entre elles (76 %) pensent maximiser la valeur de leurs archives alors que seulement 38 % utilisent leurs archives à des fins d'analyse commerciale (cf. figure 4), or l'analyse commerciale est fondamentale pour augmenter leurs revenus car elle leur permet de mieux connaître les marchés et d'améliorer leurs produits, leur prestation des services et leur service clients.

Alors que la plupart des entreprises n'ont pas conscience de la valeur des données qui restent inexploitées, 24 % d'entre elles reconnaissent qu'elles pourraient faire mieux. Près de 3 de ces entreprises sur 4 (73 %) estiment qu'elles pourraient tirer deux fois plus de valeur qu'à l'heure actuelle (cf. figure 5) tandis que 27 % va même jusqu'à cinq fois plus de valeur.

Pour maximiser la valeur commerciale de leurs archives, les entreprises doivent adopter une stratégie et des processus d'archivage permettant aux divisions métiers de trouver facilement les informations et de donner plus de moyens aux parties prenantes.

FIGURE 4

Les entreprises surestiment la valeur qu'elles tirent de leurs archives

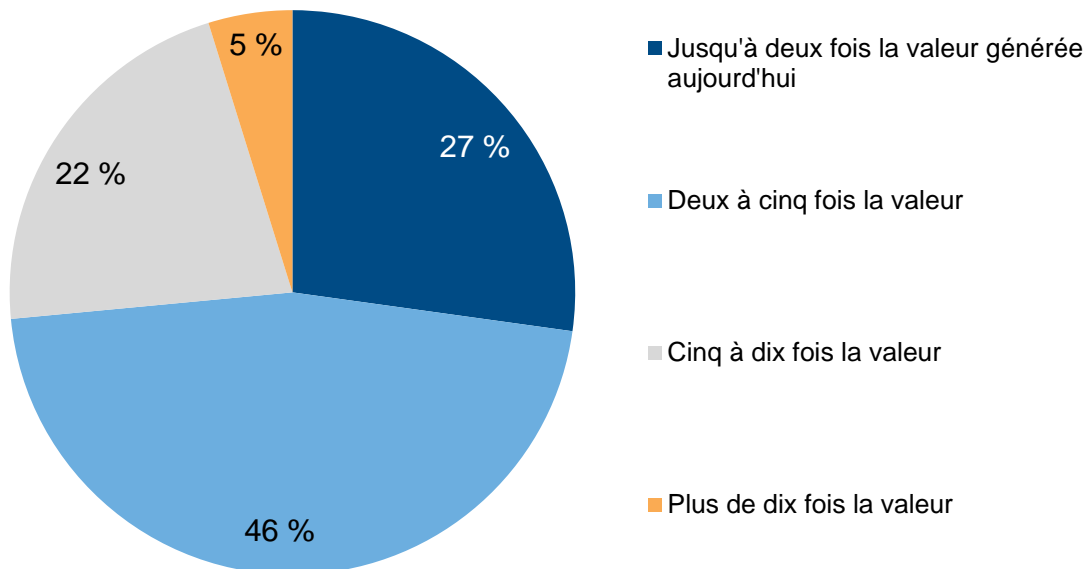


n = 1 011

Source : *Archiving Thought Leadership Study* d'IDC et Iron Mountain, avril 2015

FIGURE 5

Il est possible de tirer beaucoup plus de valeur des archives



n = 229

Source : *Archiving Thought Leadership Study* d'IDC et Iron Mountain, avril 2015

Les départements juridiques et réglementaires en désaccord avec les départements informatiques et les divisions métiers

Pour profiter de toute la valeur de leurs archives de données, les entreprises devront également surmonter d'importantes difficultés organisationnelles, à commencer par la frustration des départements juridiques et réglementaires quant à leur accès aux archives. Même si ces départements dépendent beaucoup des données archivées pour leur travail, seuls 48 % des sondés sont satisfaits de leur accès aux informations archivées contre 75 % des cadres métiers et 78 % des cadres informatiques. Le facteur temps lié aux demandes réglementaires et juridiques alimente cette frustration.

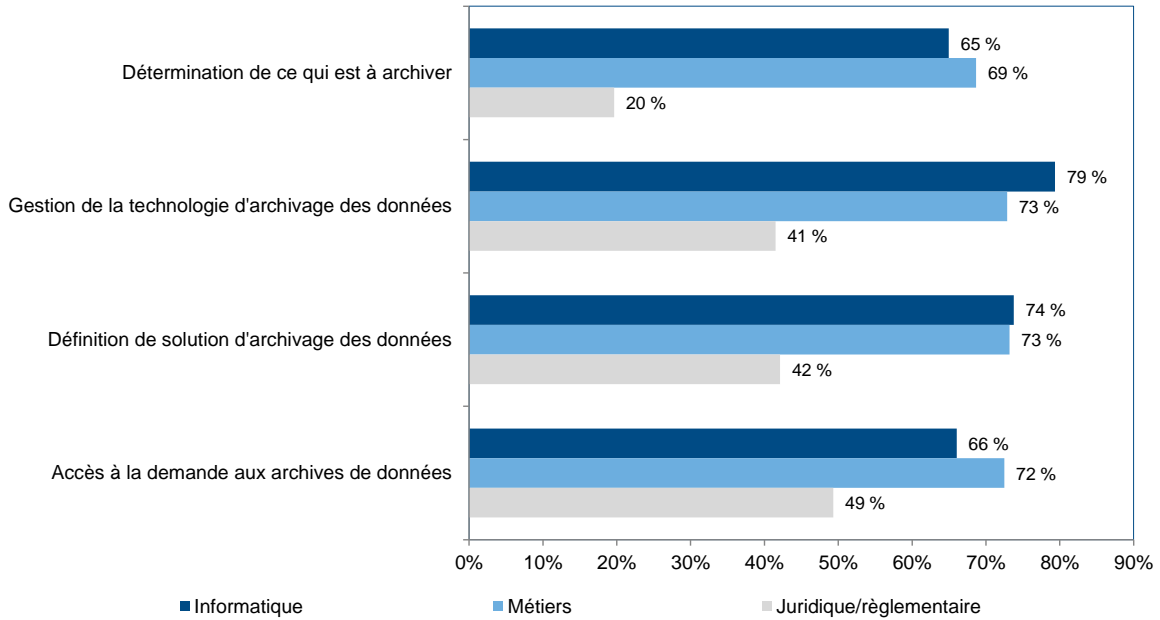
Toutefois, la frustration des départements juridiques et réglementaires ne concerne pas seulement l'accès aux informations. Ils critiquent la gestion informatique de nombreux aspects du processus d'archivage. Ces départements donnent une mauvaise note au département informatique sur différentes activités d'archivage, qui vont de la détermination des données à archiver à la définition des solutions d'archivage. En revanche, les divisions métiers sont globalement sur la même longueur d'onde que le département informatique, avec un taux de satisfaction général élevé (cf. figure 6).

Les départements juridiques et réglementaires sont en désaccord avec le département informatique en ce qui concerne la responsabilité de l'archivage. Tous deux sont beaucoup plus susceptibles de se voir responsables de nombreux aspects de l'archivage, que ce soit pour déterminer les données à archiver ou pour veiller à la sécurité des archives (cf. figure 7). En revanche, le département informatique est moins susceptible de considérer les départements juridiques et réglementaires comme responsables de l'archivage, tandis que les divisions métiers sont entre les deux.

FIGURE 6

Les départements juridiques et réglementaires moins satisfaits des performances du département informatique sur un certain nombre d'aspects liés à l'archivage

Satisfaction quant aux performances du département informatique en matière d'archivage



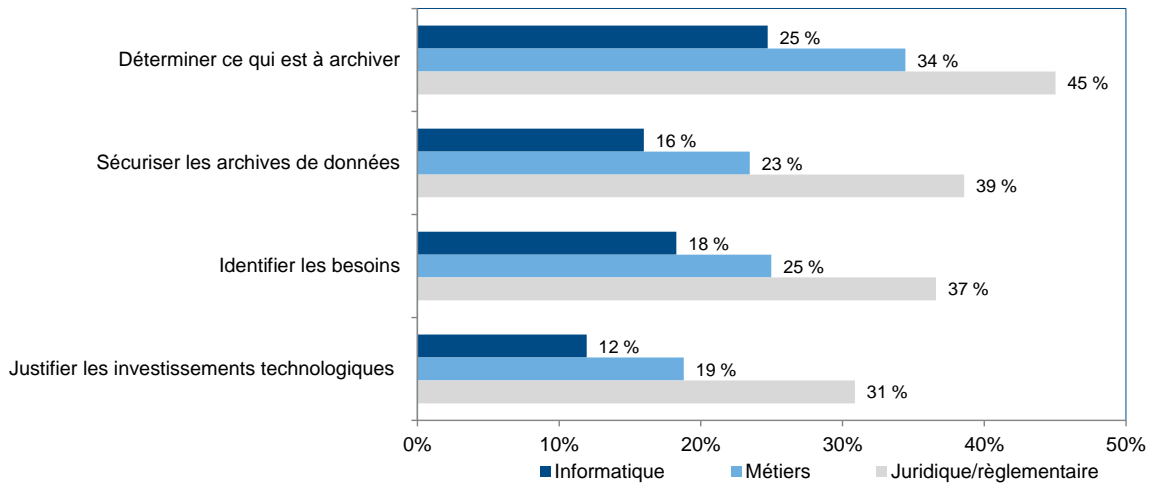
n = 1 011

Source : *Archiving Thought Leadership Study* d'IDC et Iron Mountain, avril 2015

FIGURE 7

Les départements juridiques et réglementaires plus susceptibles de se considérer comme responsables de l'archivage des données

Le département juridique/réglementaire est le principal responsable pour . .



n = 1 011

Source : *Archiving Thought Leadership Study* d'IDC et Iron Mountain, avril 2015

Les sondés issus des départements juridiques et réglementaires voient également moins de valeur à exploiter les archives à des fins juridiques et commerciales que ceux des divisions métiers et des départements informatiques. Par exemple :

- 38 % des sondés issus des départements juridiques et réglementaires considèrent que les archives réduisent les frais liés aux litiges contre 63 % de ceux des divisions métiers et 68 % de ceux des départements informatiques.
- 38 % des sondés issus des départements juridiques et réglementaires considèrent que les archives améliorent les revenus contre 60 % de ceux des divisions métiers et 70 % de ceux des départements informatiques.
- 51 % des sondés issus des départements juridiques et réglementaires considèrent que les archives améliorent le service clients contre 69 % de ceux des divisions métiers et le même chiffre pour les départements informatiques.

Seulement 38 % des sondés issus des départements juridiques et réglementaires considèrent que les archives améliorent les revenus contre 60 % des sondés des divisions métiers et 70 % de ceux des départements informatiques.

Comment ces groupes peuvent-ils avoir des impressions aussi différentes sur les archives de données ? Selon IDC, la raison sous-jacente de cette déconnexion vient d'une différence fondamentale dans leurs rôles et leurs objectifs : les départements juridiques et réglementaires se concentrent sur l'atténuation des risques et la limitation de l'accès aux

informations archivées, tandis que les divisions métiers veulent diffuser les informations, y compris celles des archives. En communiquant les informations au sein de l'entreprise ainsi qu'avec les clients, fournisseurs et partenaires, les divisions métiers cherchent à monétiser les données et à améliorer les résultats de l'entreprise.

D'autres études d'IDC montrent que les départements informatiques évoluent vers un statut de prestataire de services, travaillant en étroite collaboration avec les divisions métiers pour permettre la mise en œuvre d'opérations commerciales centrales. Compte tenu de cet axe de travail, les besoins et les demandes des départements juridiques peuvent sembler secondaires par rapport à la mission centrale du département informatique, et non une priorité absolue.

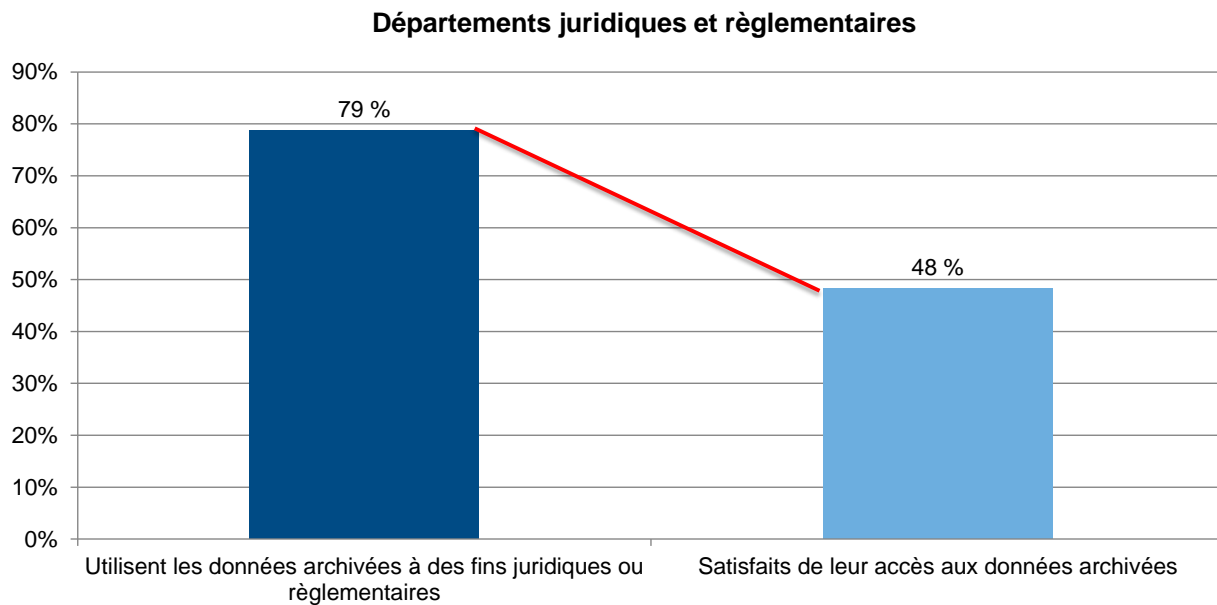
Les entreprises doivent donner plus facilement accès aux données

Rendre l'accès aux archives rapide et facile est crucial pour tous les départements qui les utilisent. Notre étude montre que la plupart des entreprises pourraient en faire plus pour faciliter l'utilisation de leurs archives. Les départements juridiques et réglementaires sont notamment frustrés de leur manque d'accès aux informations dont ils ont besoin. Près de 80 % des sondés de ces départements utilisent des données archivées, mais moins de la moitié d'entre eux (48 %) sont satisfaits de leur accès à ces données (cf. figure 8).

Près de 80 % des sondés issus des départements juridiques et réglementaires utilisent des données archivées, mais moins de la moitié d'entre eux sont satisfaits de leur accès à ces données.

FIGURE 8

Les départements juridiques et réglementaires insatisfaits de leur accès aux archives



n = 91

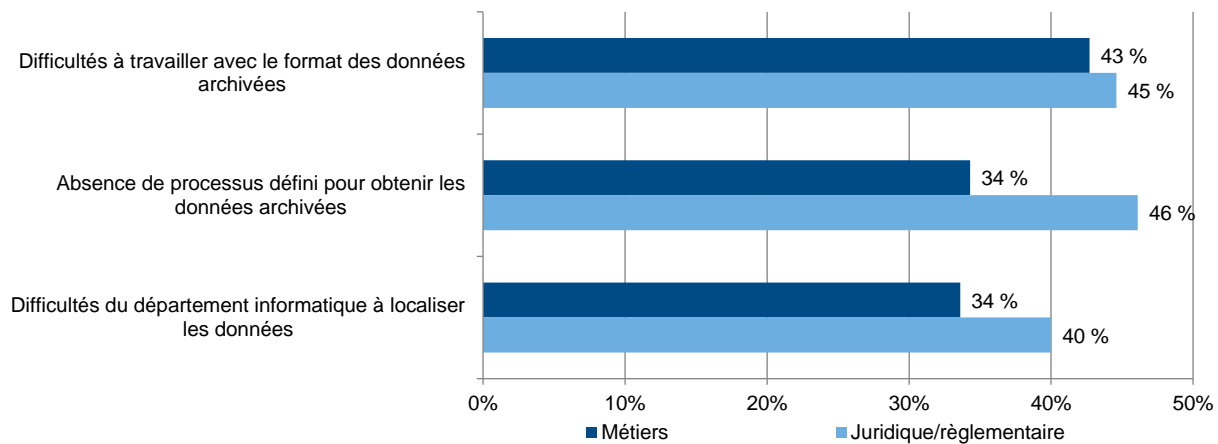
Source : *Archiving Thought Leadership Study* d'IDC et Iron Mountain, avril 2015

Le fait de devoir travailler avec le département informatique pour obtenir des informations archivées est frustrant pour les services juridiques et règlementaires et les divisions métiers. C'est ce qu'ont exprimé plus de 60 % des sondés issus des divisions métiers et plus de 70 % de ceux des services juridiques et règlementaires. Leur plus grande source de frustration est de recevoir les données archivées dans un format qui n'est pas facile à utiliser, suivie de l'absence de processus défini pour accéder aux données archivées et de l'incapacité du département informatique à localiser les données au moment où ils en ont besoin (cf. figure 9).

Plus de 60 % des sondés issus des divisions métiers et 70 % de ceux des services juridiques et règlementaires sont frustrés de travailler avec le département informatique pour obtenir des données archivées.

FIGURE 9

La plus grande frustration est de travailler avec le département informatique pour obtenir des informations archivées



n = 378 pour les métiers, n = 93 pour les départements juridiques/règlementaires

Source : *Archiving Thought Leadership Study* d'IDC et Iron Mountain, avril 2015

Les difficultés d'accès aux données archivées ont un impact sur la productivité des divisions métiers : 49 % des sondés estiment que les divisions métiers perdent beaucoup de productivité à chercher des informations dans les archives de données et 48 % d'entre eux déclarent que les divisions métiers passent trop de temps à chercher des informations auxquelles il est difficile d'accéder. Sans un processus défini pour accéder facilement aux informations archivées, les divisions métiers perdent du temps et des occasions de monétiser les données des archives.

PRINCIPAUX CONSEILS

Compte tenu du rôle majeur de l'archivage et de sa grande valeur non exploitée, les entreprises ne peuvent pas se permettre d'ignorer la frustration liée à l'accessibilité aux archives et les difficultés organisationnelles concernant la responsabilité des archives. IDC recommande aux entreprises de prendre plusieurs mesures :

- **Recruter un directeur des données (DD) qui sera directement responsable de tous les problèmes liés aux données.** Cette personne doit développer une stratégie d'archivage tenant compte du rôle des archives et maximisant sa valeur pour l'ensemble des utilisateurs internes. Le DD doit diriger une équipe plurifonctionnelle comprenant le département informatique et les utilisateurs internes des archives (divisions métiers et départements juridiques et réglementaires) afin de définir les outils, les processus et les procédures garantissant un fonctionnement efficace des archives. Le DD doit également tirer parti des meilleures pratiques organisationnelles en matière de gestion de processus (par exemple, Six Sigma), en faisant appel à des experts internes si possible. Enfin, le DD doit pouvoir travailler de concert avec le directeur d'exploitation et le directeur des systèmes d'information de l'entreprise afin de définir des stratégies à long terme pour l'entreprise et les données.
- **Cartographier les informations de l'ensemble des sources et référentiels de données de l'entreprise.** Il convient de cartographier les informations par unité, groupe et processus de l'entreprise afin de rendre les archives plus compréhensibles et plus accessibles et ainsi améliorer la monétisation des informations archivées. Ces cartes doivent identifier les types d'informations contenues dans les différentes archives ainsi que la valeur de ces données pour l'entreprise.
- **Adopter une méthode d'archivage globale et cohérente pour l'ensemble de l'entreprise.** Les entreprises doivent tenir compte des plans de conservation des données, des cas d'utilisation, de la valeur des données et des coûts liés aux archives et à l'accessibilité nécessaires. Elle doivent envisager une modernisation technologique pour toutes les archives existantes sur disques ou bandes qui sont nécessaires pour les Big Data et les outils d'analyse, ainsi qu'un déplacement des archives profondes et des données non structurées qui ne sont pas nécessaires pour l'analyse commerciale vers des solutions de stockage externe sur disques ou bandes, ce qui permettra de libérer de l'espace de stockage en interne et de maîtriser les coûts.
- **Envisager de travailler avec un partenaire tiers.** Les partenaires ont souvent une expertise spécifique qui peut aider les entreprises à optimiser leur solution d'archivage finale en accélérant et facilitant l'accès aux données, mais aussi à libérer des ressources informatiques internes pour se concentrer sur de l'innovation et une stratégie favorable au résultat net.

CONCLUSION

Un grand nombre des entreprises qui réussissent aujourd'hui tirent beaucoup de valeur de leurs données archivées, non seulement en atténuant les risques juridiques et réglementaires mais aussi en réduisant leurs coûts d'exploitation et en augmentant les revenus. Malheureusement, beaucoup d'autres entreprises ne peuvent pas monétiser pleinement leurs archives car elles n'ont pas de stratégie d'archivage rationnelle et cohésive.

Les principaux obstacles de ces entreprises sont leur difficulté à exploiter les archives à des fins d'analyse commerciale, le fait qu'elles surestiment leur capacité de monétisation des archives et les difficultés organisationnelles considérables entre les départements juridiques et réglementaires d'une part et les divisions métiers et le département informatique d'autre part quant à la valeur des archives et à la responsabilité à l'égard de ces dernières. La résolution de chacun de ces problèmes est primordiale pour vraiment débloquer la valeur des données archivées.

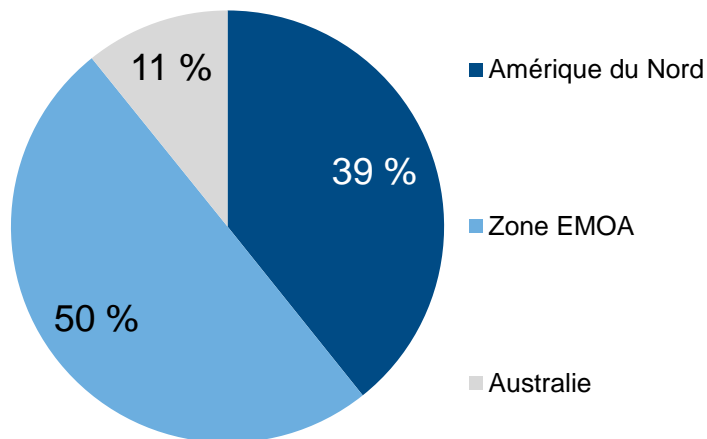
ANNEXE

Méthode

Les informations du présent livre blanc sont tirées de l'étude mondiale *Archiving Thought Leadership Study* d'avril 2015, développée par IDC et sponsorisée par Iron Mountain. IDC a interrogé 1 011 cadres supérieurs et dirigeants concernés par l'archivage des données dans des entreprises de plus de 500 employés évoluant dans différents secteurs d'activité. Les sondés travaillaient dans des départements de services informatiques et de services juridiques ou réglementaires, ainsi que dans des divisions métiers. Ils ont été interrogés sur leurs stratégies et processus d'archivage actuels, la valeur commerciale de leurs archives de données et leur niveau de satisfaction quant à leur accès aux informations archivées pour différentes utilisations. Les sondés sont présentés plus en détail dans les figures 10, 11 et 12.

FIGURE 10

Sondés par région

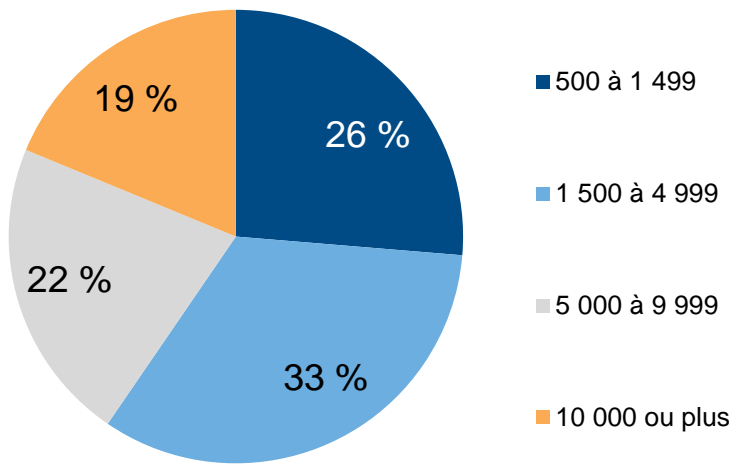


n = 1 011

Source : *Archiving Thought Leadership Study* d'IDC et Iron Mountain, avril 2015

FIGURE 11

Sondés par taille de l'entreprise

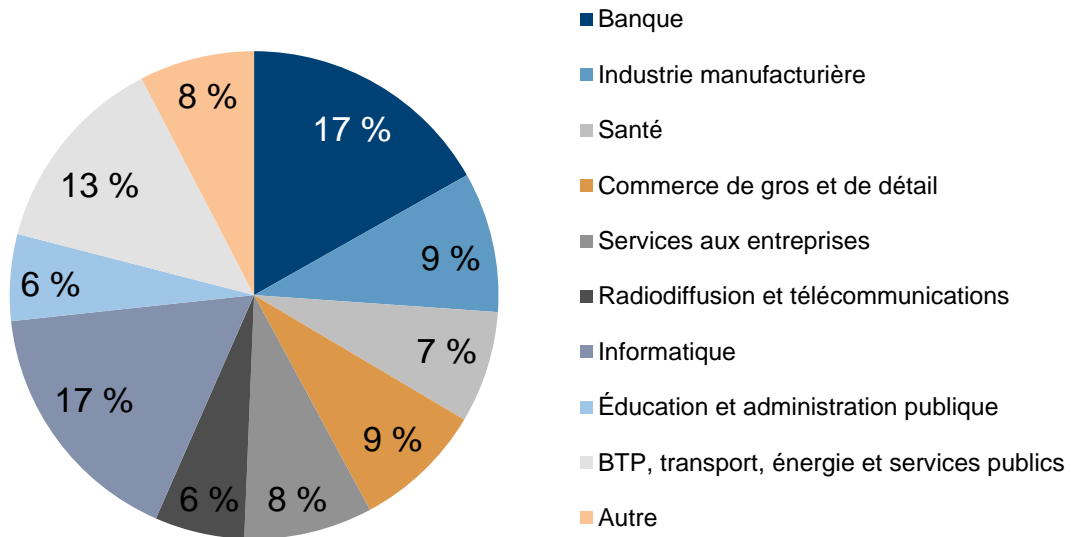


n = 1 011

Source : *Archiving Thought Leadership Study* d'IDC et Iron Mountain, avril 2015

FIGURE 12

Sondés par secteur d'activité



n = 1 011

Source : *Archiving Thought Leadership Study* d'IDC et Iron Mountain, avril 2015

Données par pays

Les tableaux 2 à 9 contiennent les données et constatations clés par pays.

TABLEAU 2

Estimation des économies annuelles réalisées grâce aux archives de données en termes de réduction des risques ou des litiges

	États-Unis	Canada	Royaume-Uni	France	Espagne	Pays-Bas	Allemagne	Australie
Moins de 10 000 \$	1,4	0	1,0	2,1	6,4	0	0	0
10 000 \$ à moins de 100 000 \$	8,7	0	12,6	15,6	17,3	19,4	14,1	7,5
100 000 \$ à moins de 1 000 000 \$	27,1	75,0	35,9	32,3	34,5	45,2	35,9	38,7
1 000 000 \$ à moins de 10 000 000 \$	33,2	25,0	27,2	32,3	16,4	32,3	30,8	39,8
10 000 000 \$ à moins de 50 000 000 \$	17,0	0	12,6	7,3	19,1	3,2	11,5	8,6
50 000 000 \$ ou plus	9,2	0	6,8	5,2	1,8	0	7,7	2,2
Ne sait pas	3,4	0	3,9	5,2	4,5	0	0	3,2

n = 873

Source : *Archiving Thought Leadership Study* d'IDC et Iron Mountain, avril 2015

TABLEAU 3

Estimation des économies annuelles réalisées grâce aux archives de données en termes de réduction des coûts d'exploitation et d'investissement

	États-Unis	Canada	Royaume-Uni	France	Espagne	Pays-Bas	Allemagne	Australie
Moins de 10 000 \$	3,0	0	2,2	3,6	7,1	3,3	0	0
10 000 \$ à moins de 100 000 \$	12,6	0	21,1	15,5	18,2	23,3	23,3	12,5
100 000 \$ à moins de 1 000 000 \$	33,3	100,0	28,9	38,1	29,3	40,0	31,5	30,0
1 000 000 \$ à moins de 10 000 000 \$	26,7	0	27,8	25,0	14,1	26,7	23,3	40,0
10 000 000 \$ à moins de 50 000 000 \$	14,7	0	10,0	11,9	18,2	3,3	8,2	11,3
50 000 000 \$ ou plus	6,3	0	6,7	3,6	2,0	0	5,5	1,3
Ne sait pas	3,3	0	3,3	2,4	11,1	3,3	8,2	5,0

n = 791

Source : *Archiving Thought Leadership Study* d'IDC et Iron Mountain, avril 2015

TABLEAU 4

Estimation des revenus annuels supplémentaires fournis par les archives de données

	États-Unis	Canada	Royaume-Uni	France	Espagne	Pays-Bas	Allemagne	Australie
Moins de 10 000 \$	5,1	33,3	8,0	2,2	10,7	11,5	7,8	4,8
10 000 \$ à moins de 100 000 \$	19,2	0	9,0	18,7	21,4	26,9	28,6	11,9
100 000 \$ à moins de 1 000 000 \$	23,4	66,7	31,0	33,0	24,3	26,9	26,0	25,0
1 000 000 \$ à moins de 10 000 000 \$	26,7	0	24,0	29,7	13,6	26,9	16,9	34,5
10 000 000 \$ à moins de 50 000 000 \$	15,0	0	8,0	6,6	16,5	3,8	5,2	11,9
50 000 000 \$ ou plus	3,6	0	4,0	3,3	1,9	0	2,6	4,8
Ne sait pas	6,9	0	16,0	6,6	11,7	3,8	13,0	7,1

n = 817

Source : *Archiving Thought Leadership Study* d'IDC et Iron Mountain, avril 2015

TABLEAU 5

Maximisez-vous la valeur de vos archives de données ?

	États-Unis	Canada	Royaume-Uni	France	Espagne	Pays-Bas	Allemagne	Australie
Oui	76,8	60,0	72,0	84,2	79,3	83,7	68,9	81,7
Non	23,2	40,0	28,0	15,8	20,7	16,3	31,1	18,3

n = 1 011

Source : *Archiving Thought Leadership Study* d'IDC et Iron Mountain, avril 2015

TABLEAU 6

Stratégie d'archivage des données

	États-Unis	Canada	Royaume-Uni	France	Espagne	Pays-Bas	Allemagne	Australie
Peu axés sur l'archivage des données	12,5	20,0	18,6	16,7	14,0	39,5	21,4	23,9
Tenue des archives à des fins juridiques/réglementaires uniquement ; pas utilisées pour de l'analyse commerciale	47,7	20,0	49,2	55,0	43,8	44,2	41,7	52,3
Utilisation de nos archives de données pour de l'analyse commerciale	39,8	60,0	32,2	28,3	42,1	16,3	36,9	23,9

n = 1 011

Source : *Archiving Thought Leadership Study* d'IDC et Iron Mountain, avril 2015

TABLEAU 7

Il est possible de tirer beaucoup plus de valeur des archives

	États-Unis	Canada	Royaume-Uni	France	Espagne	Pays-Bas	Allemagne	Australie
Jusqu'à deux fois la valeur actuellement retirée	20,9	50,0	21,2	15,8	44,0	0	37,5	40,0
Deux à cinq fois la valeur	45,1	50,0	51,5	63,2	32,0	57,1	43,8	35,0
Cinq fois la valeur ou plus	34,1	0	27,3	21,1	24,0	42,9	18,8	25,0

n = 229

Source : *Archiving Thought Leadership Study* d'IDC et Iron Mountain, avril 2015

TABLEAU 8

Nombre d'archives électroniques séparées

	États-Unis	Canada	Royaume-Uni	France	Espagne	Pays-Bas	Allemagne	Australie
Une	3,3	0	4,2	7,5	2,5	16,3	5,8	3,7
Deux à cinq	37,5	40,0	51,7	28,3	34,7	32,6	45,6	45,9
Six à dix	39,3	20,0	28,8	42,5	31,4	39,5	29,1	37,6
Plus de dix	19,9	40,0	15,3	21,7	31,4	11,6	19,4	12,8

n = 1 011

Source : *Archiving Thought Leadership Study* d'IDC et Iron Mountain, avril 2015

TABLEAU 9

Méthode générale d'archivage des données

	États-Unis	Canada	Royaume-Uni	France	Espagne	Pays-Bas	Allemagne	Australie
Archivage de tout / aucun processus permettant de déterminer ce qui est archivé	42,1	40,0	47,5	37,5	32,2	60,5	38,8	46,8
Archivage de tout pour certaines catégories de données / processus permettant de déterminer ce qui est à archiver pour les autres catégories	47,7	40,0	39,8	50,8	49,6	30,2	47,6	38,5
Processus permettant de déterminer ce qui est archivé pour toutes les catégories de données	10,2	20,0	12,7	11,7	18,2	9,3	13,6	14,7

n = 1 011

Source : *Archiving Thought Leadership Study* d'IDC et Iron Mountain, avril 2015

À propos d'IDC

International Data Corporation (IDC) est le premier fournisseur mondial d'informations commerciales, de services consultatifs et d'évènements pour les marchés des technologies de l'information, des télécommunications et des technologies grand public. IDC aide les professionnels de l'informatique, les dirigeants d'entreprise et les investisseurs à prendre des décisions fondées sur des faits en matière d'achats technologiques et de stratégie d'entreprise. Plus de 1 100 analystes d'IDC effectuent une expertise mondiale, régionale et locale sur les opportunités et tendances des secteurs technologiques et industriels dans plus de 110 pays à travers le monde. Depuis plus de 50 ans, IDC fournit des analyses stratégiques pour aider ses clients à atteindre leurs objectifs d'entreprise importants. IDC est une filiale d'IDG, le leader mondial en supports de technologie, de recherche et d'évènements.

Siège mondial

5 Speen Street
Framingham, MA 01701
États-Unis
508.872.8200
Twitter : @IDC
idc-insights-community.com
www.idc.com

Copyright

Publication externe des informations et données IDC – Toute information IDC qui doit être utilisée dans des publicités, communiqués de presse ou documents de promotion nécessite une approbation écrite préalable du vice-président ou du directeur national d'IDC. Un projet du document proposé doit accompagner toute demande. IDC se réserve le droit de refuser un usage externe pour quelque raison que ce soit.

Copyright 2015 IDC. Toute reproduction sans autorisation écrite est strictement interdite.

